

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

23^{ème} année - N° 4279 - Lundi 26 Décembre 2022 - Prix : 200 Fc

ÉDUCATION

L'intersyndicale brandit la menace d'un arrêt de travail dès le 17 janvier



Les dirigeants de l'intersyndicale en
Assemblée générale à Fomboni.

PÉNURIE DES PRODUITS CARNÉS :

**La FCC fustige l'absence
de prévision et de mesures d'urgence**

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 26 au 31 Décembre 2022**

Lever du soleil:

05h 40mn

Coucher du soleil:

18h 30mn

Fadjr : 04h 28mn

Dhouhr : 12h 09mn

Ansr : 15h 45mn

Maghrib: 18h 33mn

Incha: 19h 47mn



AG DE L'ASSOCIATION COMORIENNE DES ENFANTS TRISOMIQUES :

L'association note des avancées majeures pour la prise en charge

Un pas énorme pour des nombreux défis. Durant les deux dernières années, l'association comorienne des enfants trisomiques a réussi à nouer un partenariat avec quelques hôpitaux pour une bonne prise en charge de l'enfant trisomique. Il s'agit de l'hôpital de Foubouni dont la prise en charge est à 100%, de l'hôpital El-maarouf (50%) et de Mitsamiouli avec une prise en charge gratuite renouvelable tous les 5 ans.

L'association comorienne des enfants trisomiques a procédé la semaine dernière à son assemblée générale annuelle afin de présenter le bilan de deux ans de mandat. D'emblée, la vice-présidente en charge du service santé de l'ONG a fait état des différentes activités réalisées afin d'assurer des soins de qualité aux enfants trisomiques. Une chose qui a été très difficile pour une association qui a



longtemps sollicité la générosité des âmes charitables pour une meilleure prise en charge de ces enfants. Pour que cela soit possible, l'association a signé plusieurs conventions avec certains hôpitaux dont l'hôpital pôle de Foubouni. Dans ce dispensaire

chaque enfant trisomique a droit à des soins gratuits. « Il suffit tout simplement qu'il présente le carnet de santé distribué au cours de nos caravanes, ses soins seront pris en charge à 100% toute sa vie » a-t-elle confié. Du côté d'El-Maarouf, les

soins sont pris en charge à 50%. Par contre à Mitsamiouli, tout est gratuit pour 5 ans renouvelables. « Pour la Santé militaire, consultation et hospitalisation gratuites mais la convention doit être mise à jour tous les ans », retonque-t-elle.

C'était l'occasion pour la secrétaire de l'AT21C de dénoncer l'intolérance d'une école à Moroni. « Des enfants trisomiques ont été renvoyés à l'école Enoumeco à cause de leur handicap. Ces enfants doivent être protégés, ils ont les mêmes droits que les autres enfants, ils ne doivent pas être enfermés à la maison, ils doivent jouir pleinement de leurs libertés », tacle-t-elle.

À la fin de cette réunion, le bureau exécutif dont la cheffe est Dr Nassuria Mohamed Yahaya a été réélu pour un autre mandat. Enthousiasmée, elle s'est réjouie de cette confiance que le conseil d'administration lui témoigne. « L'association compte militer pour la cause des autres cas de handicap qui peuvent être diagnostiqués chez l'enfant pour ne pas seulement rester dans la trisomie 21 et ce, dès les années à venir », a-t-elle déclarée.

Andjouza Abouheir

CULTURE

Léopold Sédar Senghor commémoré aux CLACs de Mohéli

20 décembre 2001, 20 décembre 2022, 21 ans jour pour jour depuis que Léopold Sédar Senghor, poète, écrivain et premier africain à siéger à l'Académie française à rendu l'âme. Les centres de lecture et d'animation culturelle de Nioumachoi et celui de Salamani, ont organisé, mardi 20 décembre dernier, des festivités marquant cette journée commémorative.

"La poésie ne doit pas périr. Car alors, où serait l'espoir du Monde ? » c'est sous cette fameuse citation de L. S. Senghor que les CLACs à Mohéli ont commémoré comme chaque année la mort de cette légende de la poésie africaine. « On ne vous demande pas des miracles, on désire seulement que vous laissiez quelque chose après vous. Celui qui a planté un arbre avant de mourir n'a pas vécu inutile... » tel fût l'extrait de la dictée tirée du livre Mamadou et Bineta, choisie par son intérêt écologique pour faire partie des activités organisées ce mardi pour commémorer la mort de L. S. Senghor au CLAC de Nioumachoi. Des contes écrits par L. S. Senghor et Abdoulay Sadj, racontés par M. Attoumane Mohamed ancien insti-

tuteur retraité, le plus âgé des adhérents du Clac, ont été au programme.


Des rencontres poétiques également ont été au menu des activités. Ce sont les élèves du collège rural de Nioumachoi et l'école communautaire de cette localité et des lycéens venant des différents établissements qui ont fait des interventions de différents poèmes pour découvrir le poète Senghor. Au CLAC de Salamani, la Biographie de Senghor a été partagée, suivie de danses et chants africains. L'œuvre poétique de Senghor a été également décryptée par des jeunes adhérents de ce centre de lecture et d'animation culturelle.

Léopold Sédar Senghor, né le 9 octobre 1906 à Joal, au Sénégal, et mort le 20 décembre 2001 à Verson, en France, est un homme d'Etat franco-sénégalais, poète, écrivain, et premier président de la République du Sénégal. Il fut aussi le premier Africain à siéger à la prestigieuse Académie française. L'objectif, selon les initiateurs de ces festivités est de promouvoir l'histoire de ce poète emblématique et valoriser la poésie comorienne.


Riwad



Leopold Sedar Senghor commémoré à Mohéli.



AVIS DE RECRUTEMENT



Le PNUD Comores recrute un (e) Associé (e) en mobilisation Communautaire du projet « **Protection de la biodiversité grâce à la gestion efficace du réseau national des aires protégées des Comores financés par le projet PNUD / GEF** », NPSA 7

Date de début de Publication : **22 décembre 2022**

Date limite dépôt des candidatures : **08 janvier 2023**

Remarques :

- Les candidatures féminines sont fortement encouragées et à compétences égales, les candidatures féminines sont privilégiées.
- Toutes les candidatures seront traitées dans la plus stricte confidentialité.
- Le PNUD ne tolère pas l'exploitation et les abus sexuels, aucun type de harcèlement.
- Tous les candidats sélectionnés seront donc soumis à des vérifications rigoureuses des références et des antécédents.
- Seuls les candidat(e)s retenu(e)s pour des entretiens seront contactés.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de prendre connaissance des termes de référence, et de **postuler en ligne** à partir d'ici ci-dessous :

* **Posted' Associé (e) en mobilisation Communautaire** du projet «Protection de la biodiversité grâce à la gestion efficace du réseau national des aires protégées des Comores financés par le projet PNUD / GEF », NPSA7

*https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/en/sites/CX_1/job/7671

Les petites Annonces de La Gazette

Adressez-vous au Service
ANNONCES CLASSÉES

La Gazette des Comores
Moroni Badjanani

Tél. : 763 26 20 BP 2216

E-mail: la_gazette@comorestelecom.km

ÉDUCATION

L'intersyndicale brandit la menace d'un arrêt de travail dès le 17 janvier

L'intersyndicale des enseignants a passé 3 jours de travail à Fomboni pour examiner plusieurs points, parmi lesquels la question du protocole d'accord signé avec le gouvernement sur la grille indiciaire. Moussa Mfoungouliyé, le secrétaire général espère que le gouvernement respectera ce protocole, dans le cas contraire ils seront obligés de déclencher un nouvel arrêt de travail de 24 à 72 h dès le 17 janvier, avant de passer à une grève illimitée.

C'est à l'école primaire de Massandzeni (Fomboni) que les responsables de l'intersyndicale au niveau national ont rejoint leurs collègues de Mohéli pour discuter sur plusieurs points. La formalisation de ce groupement des syndicalistes qui va pas-

ser de l'intersyndicale à la fédération des syndicats de l'éducation comorienne, fait partie des points de l'ordre du jour. Mais la question du protocole d'accord signé au mois de mai dernier entre l'intersyndicale et le gouvernement comorien, s'est nécessairement invitée. Il s'agit

d'étudier la position de l'intersyndicale au cas où les autorités de l'État ne respectent pas l'accord.

Le secrétaire général de l'intersyndicale Moussa Mfoungouliyé estime que le gouvernement va tenir sa parole. Il y a deux volets, selon le SG, le premier volet le gouvernement a promis que dès que les travaux de contrôle physique auront pris fin, un rapport sera rendu. Lequel rapport, selon M. Mfoungouliyé, est incessamment attendu ce lundi 26 décembre. Et le montant qui sera éventuellement dérogé sera utilisé pour procéder à

des avancements pour les enseignants.

Deuxième volet, le gouvernement a promis qu'en 2023 la valeur indiciaire de tous les fonctionnaires de l'État va passer de 1600 à 1800, une augmentation de 200 points et prendra effet à partir du budget de 2023 après promulgation de la loi de finances par le chef de l'État suivie d'un décret pour cette valorisation du point indiciaire et un arrêté d'application.

« Une fois à Moroni, nous allons signifier au gouvernement que nous attendons les résultats des travaux

de la commission de contrôle, nous attendons également le paiement du mois de janvier pour voir si effectivement la valeur indiciaire a été modifiée et ce, à partir du 17 janvier sur les fiches signalétiques », explique Moussa Mfoungouliyé. Si le gouvernement n'a pas tenu parole, une batterie d'actions s'en suivra. Conférence de presse, suivie d'un arrêt de travail de 24 à 72 h à partir du 17 janvier avant de passer à une grève illimitée si le paiement de janvier n'est pas conforme aux engagements pris.

Riwad

PÉNURIE DES PRODUITS CARNÉS :

La FCC fustige l'absence de prévision et de mesures d'urgence

Cette pénurie incessante inquiète la fédération comorienne des consommateurs. Selon elle, l'Etat doit prendre ses responsabilités, car ces pénuries ne sont que la résultante du manque de réactivité des décideurs, l'absence totale des prévisions et une désorganisation manifeste.

La situation difficile que traverse le pays inquiète non seulement la population mais également la fédération comorienne des consommateurs. Dans un entretien téléphonique qu'elle a accordé à La Gazette des Comores, la présidente de la FCC Nasra Mohamed Issa parle d'une situation déplorable. Depuis presque une année, la situation se détériore par une inflation galopante due à la rarefaction des produits importés, notamment les produits carnés très prisés en ces périodes de grands mariages. « Rien n'est géré dans le pays. On est face à des pénuries incessantes, d'anarchie des prix, et de désordre dans le commerce.



Nasra Mohamed Issa
présidente de la FCC.

Chacun fixe ses prix comme bon lui semble, il n'y a aucun contrôle malheureusement. Ces pénuries résultent de l'absence d'une prévision », déplore-t-elle. « Gouverner c'est prévoir, ce n'est pas à la société civile de gérer les problèmes. Nous

avons des idées mais nous ne pouvons pas les préconiser, car en amont il faut les mettre en action », avance-t-elle

L'organisation a tenu une réunion récemment avec le ministre de l'Économie et a également adressé

un courrier au ministre des finances pour dénoncer et montrer cet état d'urgence malheureusement aucune réponse. Ce silence des autorités est très pesant. « Par exemple, quand la société civile veut manifester son mécontentement, on l'en empêche en déployant des militaires à la place de l'indépendance. Pourtant l'on continue à spéculer, à créer des pénuries. Pourquoi ne pas déployer l'armée pour stopper cette anarchie des prix, pourquoi tant d'énergie pour empêcher une population de manifester pacifiquement son désarroi ? », s'interroge la présidente de la FCC.

Le pays est dans une impasse. « L'état doit prendre ses responsabilités. Ceux qui ne sont pas capables n'ont qu'à démissionner », lance-t-elle. Nasra estime que dans le pays, il y a les compétences pour assumer ces tâches. « Face à des situations de crises et d'urgence, il faut prendre des mesures. Malheureusement chez nous, les mesures d'urgence sont prises tardivement. On nous parle d'aides accordées aux commerçants

mais il n'y a aucune transparence. L'on savait depuis que les transporteurs ne viennent pas, le pourquoi, ils ont arrêté de desservir le pays, le problème pourrait être résolu mais il ne le gère pas. C'est incompréhensible », précise-t-elle.

Lors d'une rencontre avec le ministre de l'économie, ce dernier a signifié qu'ils sont en train de négocier avec l'île Maurice. Un pays voisin qui maîtrise bien la crise. « Mais pour quand ce modèle mauricien pourrait-il être appliqué chez nous ? Ailleurs des solutions sont prises comme des mesures d'accompagnement. Chez nous le consommateur est livré à lui-même ». C'était l'occasion pour cette dernière d'attirer l'attention sur certains produits presque périmés, avariés ou mal conservés mais en vente sur le marché. « Cette situation doit cesser pour la santé de tous, c'est une question de sécurité alimentaire », a-t-elle martelé.

Andjouza Abouheir

ÉCONOMIE

La formation à l'inclusion financière est lancée

« C'est un projet de la Banque centrale en partenariat avec la Banque mondiale. Et nous venons de passer 5 jours de formation. La volonté et l'assiduité des bénéficiaires nous assure un bel espoir quant à l'inclusion financière aux Comores », a déclaré Amadou S. Abdul Latif, expert international en finance inclusive et superviseur de la formation.

Et de poursuivre que l'éducation financière est une condition sine qua non pour changer les comportements des parents « c'est nous l'espoir du changement et nous devons inculquer à nos aîeux

de ce changement surtout dans le domaine financier. A travers cette formation, on a pu dispenser les avantages de l'utilisation des services digitaux comme le mobile money et comment lutter contre les risques ».

Aussitôt ringardisé par son ami formateur local, Rachad Aboubacar « nous avons pu passer tous les modules de digitalisation bancaire. Et cette formation est une aubaine pour plusieurs participants car ils sont tous outillés sur les services bancaires. Et par là, ils vont devenir eux mêmes des formateurs ». Non seulement les formateurs et organisateurs se sont réjouis de la forma-

tion mais aussi les participants. « Nous sommes très contents de participer à une telle formation. Quiconque a suivi avec attention les modules dispensés pendant 5 jours sait combien cela nous est utile et le travail qui nous attend après cette formation », a rappelé Ali Soilihi natif de Ouzio ya Mitsamiouli. Ce dernier a eu raison de rappeler leur travail après car, ils ont le devoir de sensibiliser à leur tour les autres, sur ce qu'ils ont appris pendant cinq jours dans leurs localités respectives et régions.

Kamal Gamal

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Yousseuf
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Maoulida Mbaé
Andjouza Abouheir
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou

Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lgazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DES COMORES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

Comoros Solar Energy Access Project (P177646)

AVIS DE RECRUTEMENT

RESPONSABLE EN PASSATION DE MARCHÉ DE L'AGENCE D'EXECUTION DU PROJET (AEP)

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour son Agence d'exécution de projet, un responsable en passation de marché.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 08 décembre 2022

Date limite de dépôt des candidatures : 27 décembre 2022

1. Profil et qualification du Consultant

Cette mission nécessite un Consultant individuel répondant au profil ci-après :

(a) Avoir un diplôme supérieur en Ingénierie, Administration, Passation des marchés, Droit, Finances, Commerce, Gestion, Économie ou domaines connexes (minimum Bac + 3);

(b) Disposer d'une excellente connaissance de la passation des marchés en général, et des pro-

cédures de passation des marchés des Banques multilatérales de développement : Banque mondiale (BM) ou des institutions internationales comme la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Européenne, les organisations des Nations Unies, etc. ;

(c) Disposer d'une expérience professionnelle de sept (7) ans minimums dont cinq (5) ans au moins à un poste de passation des marchés dans le secteur public ou privé ou avoir assumé des responsabilités similaires dans ce domaine. L'expérience dans un projet sur financement d'un Bailleur de fonds extérieur notamment des Banques multilatérales, en particulier de la Banque mondiale est un atout ;

(d) Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la passation de marchés ;

(e) Avoir une maîtrise du français, la connaissance de l'anglais est souhaitée ;

(f) Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point) ;

(g) Avoir une bonne aptitude pour la communication et le travail en équipe.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Le français sera la langue de référence pour la réalisation de l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette mission.

2. Localisation du poste, durée du contrat et installation

Le poste sera basé dans les locaux dédiés au projet à la SONELEC Moroni aux Comores.

3. Durée du Contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois, assortie d'une période d'essai de 6 mois maximum. Si à l'issue de cette période, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an renouvelable selon les résultats du rapport annuel de chaque année.

4. Constitution du dossier

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur de l'Agence d'exécution du projet (AEP) ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original

des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;

- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé. Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

5. Condition d'emploi

Le RPM sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Agence d'exécution du Projet ;

- C'est un poste individuel à temps plein ;

Le RPM est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE DES COMORES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

Comoros Solar Energy Access Project (P177646)

AVIS DE RECRUTEMENT

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER DE L'AGENCE D'EXECUTION DU PROJET (AEP)

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour son Agence d'exécution de projet, un responsable administratif et financier.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 08 décembre 2022

Date limite de dépôt des candidatures : 27 décembre 2022

1. QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES ET ACADEMIQUES

Le ou la candidat (e) à retenir devra avoir:

- Un diplôme de niveau Master au moins (Bac +5) en gestion financière et comptabilité, (critère éliminatoire) ;
- Une expérience réussie et récente minimale de cinq (5) ans dans un poste similaire auprès des projets financés par le Gouvernement ou d'autres partenaires de développement ou dans un Organisme/entité de grande envergure,
- La maîtrise d'un logiciel comptable est requise;
- La maîtrise du système comptable OHADA;

- Capacité de créer les conditions propices de travail en équipe ;
- Capacité de travailler sous pression. Cet aspect sera vérifié auprès des anciens employeurs ;
- Une maîtrise de la langue française parlée et écrite (requis), et de l'anglais parlés et écrits (souhaité).

Les candidatures féminines remplissant les conditions sont vivement encouragées.

2. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois, assortie d'une période d'essai de 6 mois maximum. Si à l'issue de cette période, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an renouvelable selon les résultats du rapport annuel de chaque année.

3. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur de l'Agence d'exécution du projet (AEP);

- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

4. CONDITIONS D'EMPLOI

- Le RAF sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Agence d'exécution du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;
- Le RAF est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.

NATATION

L'heure de la mobilisation a sonné

Pendant une semaine, dix sept entraîneurs ont été formés par un expert du World aquatics.

Philippe Pascale durant la période de formation a dispensé des cours théoriques au siège du Comité Olympique au quartier Oasis, mais aussi des séances pratiques à la piscine du Cœlacanthe lieu d'entraînement des nageurs comoriens, mais aussi à la plage d'Itsandra.

"Il manque un coup de pouce de la part des autorités locales pour offrir à cette jeunesse ce petit quelque chose, une piscine. Elle ne peut pas continuer à aller s'entraîner dans une piscine privée d'un hôtel" a constaté avec amertume l'expert français à l'issue de la semaine dédiée à la formation des entraîneurs comoriens. Un constat que nombre d'observateurs partagent. Les résultats de nos nageurs lors des derniers jeux des jeunes de l'océan indien doivent interpeller plus d'un pour prendre conscience de la nécessité de doter le pays d'infrastructures adéquates pour la pratique des différentes disciplines et la natation en particulier. C'est pourquoi, cette formation est prise au sérieux par les dirigeants de la natation comorienne.

« C'est une formation très importante à nos yeux, car chaque entité doit apporter sa pierre à l'édifice pour la construction d'une bonne base pour la natation locale » s'est satisfait le vice-président de la Fédération Halifa Mlamali. « C'est une formation qui vient à point nommé car, elle va nous permettre de multiplier le nombre de nos entraîneurs dans les trois îles, ce qui aura comme effet d'améliorer le niveau de nos athlètes qui seront suivis par des entraîneurs qui ont un bon niveau de formation » à-t-il ajouté.

Pétrie de talents, la Fédération Comorienne de Natation souffre d'un déficit d'infrastructures qui stoppe la progression de la discipline depuis des nombreuses années. Les 48s58 centièmes de Fayadi Ahamada et les 43s24 de Maesha Saandi au 50m brasse auraient pu être améliorés avec des infrastructures qui répondent aux normes. Au 50m libre, là aussi des améliorations ont été constatées en termes de temps de référence au niveau national. Azlene Hassane a bouclé la distance 29s90, Naid Mohamed Chamité en 33s57 tout comme Maesha Saandi en 32s76, en amélioration de plus de trois secondes par rapport à sa dernière marque (35s26) obtenue lors des jeux de la



Fin de Formation de 17 entraîneurs de natation.

solidarité Islamique à Konya en Turquie.

Le grand enseignement que l'on peut tirer dans cette distance, c'est que désormais c'est Azlene qui détient le record de la distance, loin des 32s52 que le désormais ex athlète Barouf Ali avait établi toujours à Konya lors de ces jeux de la solidarité Islamique. Si le vice-président concède volontiers le manque

de résultats, ce n'est pas pour autant qu'il s'en inquiète pour l'avenir de la natation. « Le temps des résultats viendrait, vous savez qu'il est très difficile d'obtenir des résultats si les athlètes n'ont pas les conditions requises pour leur épanouissement s'est-il désolé. Toutefois, l'ancien international comorien et défenseur légendaire de Faigaffe et Bonbon Ndjema garde l'espoir d'une amélioration.

« Vous savez que nous sommes encore loin du niveau de nos voisins de l'océan indien, mais avec de telles formations on ne pourra que nous améliorer, et la on en parlera s'agissant des médailles.

AS Badraoui

SPORT

Les Jeux des Iles de l'Océan Indien, c'est déjà demain

Sitôt terminés les 12èmes Jeux des jeunes de l'Océan Indien que déjà les yeux sont rivés sur les Jeux des îles de l'Océan Indien en Août prochain à Madagascar. En fin de semaine dernière, les comités olympiques de la région se sont rendus à Antananarivo pour voir l'avancement des travaux.

"Nous sommes très satisfaits de l'avancement des travaux, nous sommes sûrs que Madagascar sera prêt le jour j" s'est réjoui le président du Comité Olympique et Sportifs des Îles Comores Ibrahim Mze Mohamed qui faisait partie de la délégation régionale qui s'est rendu principalement dans la capitale malgache pour constater de visu l'évolution des travaux des différents chantiers devant accueillir les 11ème jeux des îles de l'Océan Indien. Et ce dernier de louer les liens fraternels qui unissent les Comores et Madagascar. « Vous savez, Madagascar et les Comores c'est deux pays frères, c'est pourquoi nous leur souhaitons une grande réussite dans cette organisation des jeux. »

Pour la troisième fois de son histoire, la grande île va accueillir la grand-messe du sport de la région.

Après 1990 et 2007, Madagascar accueille une troisième fois les Jeux des îles de l'Océan Indien du 25 août au 3 septembre 2023. En trois jours de visite, le Comité International des Jeux a été convaincu par l'évolution des travaux des différents sites de jeux. « Nous avons confiance en Madagascar car la Grande Ile a déjà hébergé les JIOI par deux fois, en 1990 et 2007, donc elle a de l'expérience. Nous sommes là pour soutenir toutes les actions menées par Madagascar. Nous sommes là pour apporter notre soutien et nous sommes convaincus que Madagascar peut y arriver pour la réussite de ces jeux » s'est satisfait le président Seychellois du CIJ Antonio Gopal interrogé par nos confrères de l'Express de Madagascar.

Une satisfaction partagée par le président du COSIC, « nous sommes rassurés parce que l'Etat malgache a confirmé sa volonté de faire une réussite de ces jeux. Les dates et les disciplines sont arrêtées et nous avons pris acte. » En effet, lors de cette réunion qui aura duré trois jours, les 6 pays plus l'île comorienne de Mayotte se sont entendus sur les dates mais aussi sur les disciplines qui seront au nombre de 23. Prenant la balle au bond, le prési-

dent du cyclisme malgache l'une des disciplines retenues lors de ces jeux est allé aussi de sa petite phrase : « Les vingt-trois disciplines ont été toutes maintenues. Pour cette onzième édition des JIOI de 2023, toutes les délégations se sont mises d'accord pour le respect de la parité entre hommes et femmes dans certaines disciplines. »

Durant son séjour dans l'île rouge, le CIJ s'est rendu dans la capitale du Boeny (Majunga) l'une des quatre villes qui va accueillir les jeux pour constater de leurs propres yeux les avancées des travaux de construction de la piscine olympique et du gymnase de 4000 places. A part Mahajanga et Antananarivo, deux autres villes accueilleront ces jeux. Dans la côte Est, Sainte-Marie reçoit les compétitions du voile et Fort-Dauphin le surf. Une grande fête en perspective. Côté comorien, les dirigeants doivent capitaliser sur les bons résultats de nos jeunes athlètes lors des derniers jeux des jeunes pour insuffler une nouvelle dynamique de victoire pour le sport comorien.

ASB

La Gazette des Comores
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse postale : _____ email : _____
Tél. : _____ Fax : _____ Mob : _____

Périodicité :
3 mois Montant : _____
6 mois Montant : _____
12 mois Montant : _____

Mode de règlement :
Espèces
Chèque n° _____
Virement bancaire réf. : _____

Moroni le, _____
Signature : _____

Tarifs d'abonnement
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

TERMES DE REFERENCE

POUR LE RECRUTEMENT D'UN SPECIALISTE EN PASSATION DES MARCHES DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET (UCP) D'ACCES A L'ENERGY SOLAIRE AUX COMORES AU NIVEAU DU MINISTERE CHARGE DE L'ENERGIE DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour unité de coordination de projet, un Consultant spécialiste en Passation des marchés.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références en envoyant une demande à l'adresse mail suivants : najdas@yahoo.com Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Date de publication : 22 décembre 2022

Date limite de dépôt des candidatures : 12 janvier 2023 à 12h30mn

1. PROFIL REQUIS

Le Spécialiste en Passation de Marchés de l'UCP devra :

(a) Avoir un diplôme supérieur en Ingénierie, Administration, Passation des marchés, Droit, Finances, Commerce, Gestion, Économie ou domaines connexes (minimum Bac + 3);

(b) Disposer d'une excellente connaissance de la passation des marchés en général, et des procédures de passation des marchés des Banques multilatérales de développement : Banque mondiale (BM) ou des institutions

internationales comme la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Européenne, les organisations des Nations Unies, etc. ;

(c) Disposer d'une expérience professionnelle de cinq (5) ans minimum dont trois (3) ans au moins à un poste de passation des marchés dans le secteur public ou privé L'expérience dans un projet sur financement d'un Bailleur de fonds extérieur notamment des Banques multilatérales, en particulier de la Banque mondiale est un atout ;

(d) Avoir une bonne capacité de résolution des problèmes liés à la passation des marchés;

(e) Avoir une maîtrise du français, la connaissance de l'anglais est souhaitée ;

(f) Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point) ;

(g) Avoir une bonne aptitude pour la communication et le travail en équipe.

Les candidatures féminines sont fortement encouragées.

Personnalité :

- Avoir le sens de l'initiative et capacité de travailler en équipe avec un minimum de supervision,

- Le sens de la rigueur et de l'organisation ;

- Etre honnête et intègre ;

- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe.

Atouts :

- Expériences dans les projets financés par les partenaires techniques et financiers multi et bilatéraux (BM, BAD, UE, AFD, BID, etc).

2. LIVRABLES ET PERIODICITE

Rapports mensuel, trimestriel et semestriel sur les réalisations significatives. Les candidatures féminines remplissant les conditions sont vivement encouragées.

3. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

4. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à madame la Secrétaire Générale du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures

- Un curriculum-vitae actualisé;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

1. CONDITIONS D'EMPLOI

• Le Spécialiste en Passation des Marchés de l'UCP sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;

• C'est un poste individuel à temps plein ;

• Le Spécialiste en Passation des Marchés de l'UCP est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.



UNION DES COMORES

Unité – Solidarité - Développement



MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES

TERMES DE REFERENCE

POUR LE RECRUTEMENT D'UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIERE DE L'UNITE DE COORDINATION DU PROJET (UCP) D'ACCES A L'ENERGY SOLAIRE AUX COMORES AU NIVEAU DU MINISTERE CHARGE DE L'ENERGIE DE L'EAU ET DES HYDROCARBURES

Le projet d'accès à l'énergie solaire aux Comores recrute pour **unité de coordination de projet, responsable administratif et financier** ;

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références en envoyant une demande à l'adresse mail suivants : najdas@yahoo.com Cc : ministerenergie0921@gmail.com ou de prendre connaissance des termes de références à partir du lien ci-après : <https://soneleccomores.com/termes-de-references-pour-recrutement/>

Adresse : Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures, Mdé Ex-CEFADER Immeuble de la Direction de l'Environnement et des Forêt

Date de publication : 22 décembre 2022

Date limite de dépôt des candidatures : 12 janvier 2023 à 12h30mn

1.PROFIL REQUIS

Cette mission nécessite un Consultant individuel répondant au profil ci-après :

• Titulaire d'un diplôme de MASTER 2 en finances et comptabilité

• Au minimum cinq (5) ans d'expériences

professionnelles réussies et récentes dans un poste similaire ;

• Expériences d'au moins 2 ans dans les projets financés par les Bailleurs de fonds ;

• Maîtrise du système OHADA

• Maîtrise des outils informatiques (Office Windows), logiciel de comptabilité ;

• Bonne capacité d'organisation et de leadership ;

• Prêt à effectuer des déplacements fréquents ;

• Avoir une maîtrise de la langue française (orale et écrite), qui est la langue officielle de travail ;

• Etre honnête et intègre

• La connaissance de l'anglais est un atout

Le français sera la langue de référence pour la réalisation de l'ensemble des activités prévues dans le cadre de cette mission.

Les candidatures féminines remplissant les conditions énoncées sont vivement encouragées.

Personnalité :

- Avoir le sens de l'initiative et capacité de travailler en équipe avec un minimum de supervision,

- Le sens de la rigueur et d'organisation ;

- Etre honnête et intègre ;

- Disposer de bonnes aptitudes de communication et de travail en équipe.

Atouts :

- Expériences dans les projets financés par les partenaires techniques et financiers multi et bilatéraux (BM, BAD, UE, AFD, BID, etc).

2. LIVRABLES ET PERIODICITE

Rapports mensuel, trimestriel et semestriel sur les réalisations significatives.

3. PERIODE ET CRITERES DE PERFORMANCE

Durée du contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois avec une période d'essai de 6mois renouvelable une fois.

Si à l'issue de cette période de 12mois, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an, renouvelable selon les conclusions du rapport annuel d'évaluation de chaque année.

4. CONSTITUTION DU DOSSIER

1. Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée à madame la Secrétaire Générale du Ministère de l'Energie de l'Eau et des Hydrocarbures

- Un curriculum-vitae actualisé;

- Des copies certifiées conformes à l'original

des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle;

- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;

- Une copie de la CNI ou Passeport.

2. Bien plus, le candidat devra avoir un casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé ;

Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

5. CONDITIONS D'EMPLOI

• Le Responsable Administratif et Financier de l'UCP sera une personne physique et individuelle rattachée à l'Unité de Coordination du Projet ;

• C'est un poste individuel à temps plein ;

• Le RAF de l'UCP est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.